

La caractéristique de la crise actuelle

En quoi le MONDE a CHANGÉ

Le 26 avril 2006

Le jeudi 20 avril j'ai averti qu'à moins d'une intervention pour changer fondamentalement notre politique, le monde entier plongerait dans un processus d'effondrement monétaire et financier systémique, comparable à celui de l'Allemagne de Weimar pendant la deuxième moitié de l'année 1923.

Cet effondrement de 1923 eut une répercussion de taille : la grande dépression du début années 30. Bien sûr, les circonstances de la déconfiture de l'Allemagne de Weimar allaient devenir une partie importante de la cause de la dépression générale qui allait frapper entre 1929 et 1933. Mais celle-ci ne fut qu'un effondrement, certes très grave, à l'intérieur du système et non un effondrement du système lui-même. La différence, c'est que nous sommes, cette fois, face une chute comparable à celle de l'Allemagne de 1923 mais à une échelle globale, une chute générale du système. Elle ne se limiterait pas à un ou plusieurs pays, elle serait mondiale.

Selon mon estimation, cet effondrement se produira, au plus tard, en septembre. À moins que le système mondial actuel ne soit tout à coup réformé de façon radicale, une crise provoquant l'écroulement général du système mondial tout entier est pratiquement certaine.

Pour comprendre comment cette catastrophe est arrivée, il faut se souvenir d'abord du précédent contraire : les changements majeurs effectués par Franklin D. Roosevelt dans l'orientation de la politique économique de notre république lorsqu'il devint président des Etats-Unis, en mars 1933. On peut les identifier et les définir de façon très claire.

Tout d'abord, le jour où il prit ses fonctions, Franklin Roosevelt se retrouva avec une économie nationale qui avait perdu la moitié de sa substance depuis la débâcle boursière de 1929. Les facteurs internationaux furent

LYNDON H. LAROUCHE



nombreux, mais les politiques adoptées par les présidents Coolidge et Hoover en furent aussi responsables ; et notamment la réponse de Hoover à l'effondrement boursier qui engendra la déconfiture de l'économie physique du pays jusqu'au moment où Roosevelt entra en fonction.

Sous Coolidge et Hoover, les Etats-Unis

Le président Franklin Roosevelt organisa la grande reprise de l'économie américaine grâce à un système de crédits alloués à de grands projets d'infrastructure.

avaient opéré sous un système financier et monétaire qui constituait une nouvelle et profonde dérive par rapport aux principes associés à notre Constitution fédérale. Le centre des financiers de New York fonctionnait à la fois comme un rival mais aussi comme une partie du système monétaire et financier sur lequel avaient débouché les négociations de Versailles, à la fin de la première guerre mondiale. La philosophie du gouvernement, sous ces présidences, était loin d'être aussi mauvaise que celle que nous subissons aujourd'hui, sous George W. Bush, mais, malgré tout, elle était très mauvaise.

Dans cette période 1929-1933, Franklin Roosevelt avança, ancré dans la tradition des politiques économiques et de notre premier secrétaire au trésor Alexander Hamilton, et de son propre ancêtre, l'allié politique d'Hamilton, Isaac Roosevelt. Il ramena immédiatement la politique de la république à la tradition constitutionnelle des Etats-Unis qu'avaient violée Coolidge et Hoover.

Les changements de direction qui eurent lieu alors démontrèrent à quel point le système américain d'économie politique, ancré dans notre constitution fédérale, fait des Etats-Unis un système économique totalement différent de ceux qui prévalent encore en Europe aujourd'hui. Il s'agit d'un système de crédit qui implique que nos banques principales dépendent d'une banque nationale définie par l'autorité constitutionnelle exclusive de la branche exécutive des Etats-Unis. Cet exécutif émet de la monnaie ayant pouvoir libérateur¹, avec le consentement du Congrès américain. Les systèmes monétaires et financiers européens, comme par exemple celui relevant du dogme de John Maynard Keynes sont, au contraire, des systèmes quasi-féodaux, dans lesquels des intérêts financiers privés – appelés « banques centrales indépendantes » – s'associent pour contrôler des gouvernements qui ne sont souverains que dans les mots.

Contrairement aux mythes puéris encore répandus en Europe et parmi les personnes ignorantes de notre propre pays, l'argent n'a pas de valeur intrinsèque. Dans notre système, des tarifs protecteurs ainsi que des mesures régulatrices sont utilisés

pour réguler les effets de la circulation d'argent légal de manière à faire émerger un système de « commerce équitable », par opposition aux systèmes européens quasi-oligarchiques relevant du soi-disant « libre-échange ».

La deuxième considération principale qui, dès le début, orienta les actions du gouvernement de Franklin Roosevelt est qu'Adolf Hitler venait de recevoir des pouvoirs dictatoriaux, à peine quelques jours avant l'inauguration de la nouvelle présidence américaine. Franklin Roosevelt, guidé par une connaissance juste de l'héritage constitutionnel de notre pays, non seulement fit revivre notre économie nationale, mais nous permit ensuite d'assurer la défaite d'Adolf Hitler, qui n'aurait pas été vaincu sans le type de politique économique que son gouvernement adopta. Cette défaite de la prétention nazie d'établir un empire mondial eut pour unique raison le fait que la politique du président Roosevelt ait été modelée, dès le début, par une conscience de cette croissante menace venant d'Europe.

**Roosevelt
venait à peine
de mourir que
déjà certains
introduisaient
un changement
majeur de
direction dans
la politique
américaine**

Cependant, à peine Roosevelt venait-il de mourir que déjà certains introduisaient un changement majeur de direction de l'élaboration de la politique américaine. Son successeur, Truman, adopta la politique de Winston Churchill en déclenchant un conflit contre ces Soviétiques

qui allaient se révéler être de sérieux adversaires ; du même coup, il liquida ou amputa la plupart, si ce n'est la totalité des éléments de la politique économique de Franklin Roosevelt. Voilà pourquoi, plus tard, lorsqu'il quitta ses fonctions, Eisenhower mit en garde contre une menace interne aux Etats-Unis, visible dans l'essor de ce qu'il appela un complexe militaro-industriel. Ce fut, entre 1945 et 1965, la principale menace interne contre notre ordre constitutionnel ; promoteur de ce que l'administration Bush-Cheney-Rumsfeld représente, il l'est encore de nos jours.

Cette menace a aussi pris d'autres formes, comme celle du Congrès pour la Liberté de la Culture (C.L.C.) qui, avec ses nombreux auxiliaires à l'intérieur comme à l'extérieur des Etats-Unis, visait à créer les conditions d'un ordre dictatorial. Aux yeux des historiens, l'action du C.L.C

1. C'est-à-dire le pouvoir d'éteindre une dette (NdT).

